

**NPA**  
*l'Anticapitaliste*

**ISLAMOPHOBIE, RACISME D'ÉTAT**



**L'ISLAMOPHOBIE N'EST  
PAS UNE DIVERSION,  
C'EST UN PROJET POLITIQUE**

**NPA-LANTICAPITALISTE.ORG ~ LANTICAPITALISTE.ORG**

**S**e dissoudre dans la norme blanche et occidentale ou être réprimé-es, discriminé-es, humilié-es : l'alternative imposée aux musulmanEs est simple. Dès 2004, le fémonationalisme, instrumentalisation raciste du féminisme, a d'abord visé les femmes et s'est s'étendu progressivement par chaque nouvelle loi ou circulaire sur les vêtements des musulman-es (*qamis, abaya, burkini, niqab...*). Une double contrainte consiste à les stigmatiser en les faisant disparaître de toutes les activités en collectivité pour ensuite les accuser de repli communautaire, de séparatisme. La défense de la laïcité est devenue la justification de lois d'exception qui construisent l'État autoritaire et la possibilité du fascisme. Obtenons l'abolition de toutes les lois islamophobes à commencer par celles de 2004 !

Les mesures d'invisibilisation et de criminalisation des musulman-es portées par l'extrême-droite sont défendues au gouvernement, les ministres LR en tête. L'union des droites extrêmes se fait aujourd'hui contre les musulman-es. Il y a continuité entre les polémiques médiatiques et l'islamophobie d'État : l'une commande l'autre, et réciproquement. Tout au long de l'année 2025, la reprise des polémiques de CNews par les parlementaires et les ministres ont accru la pression raciale, qui devient une véritable menace avec l'articulation directe des « investigations » de Frontières et du RN dans les lieux de culte ou dans les universités, fréquentes depuis novembre.

Le projet de Marine Le Pen d'interdire le hijab dans l'espace public pouvait paraître fantaisiste en 2022 mais il se concrétise étape par étape et il apparaît aujourd'hui comme un futur probable, notamment avec l'annonce de Gabriel Attal qui a proposé en mai d'interdire le port du voile pour les femmes de moins de 15 ans et la proposition de loi Wauquiez qui s'est efforcée d'en proposer une transcription légale.

## 2025, NOUVELLE ÉTAPE DE L'OFFENSIVE ISLAMOPHOBE !

**D**epuis 2025, l'islamophobie institutionnelle connaît une importante accélération. Elle a commencé avec la proposition de loi LR, adoptée au Sénat, visant l'interdiction du hijab lors des compétitions sportives. En limitant l'usage cultuel d'équipements municipaux, elle menace jusqu'à l'accomplissement de la prière rituelle des deux Aïd, fréquemment organisé dans des gymnases. Parallèlement, l'extension des dispositions contre la visibilité des musulman-es a continué, en légiférant contre le port du voile dans de nouveaux espaces (avocates en plaidoirie, stage des étudiantes...).

Aux lendemains de la manifestation nationale en hommage à Aboubakar Cissé et contre l'islamophobie en mai 2025, les brutales perquisitions du Collectif contre l'islamophobie en Europe (CCIE), dont l'activité était de défendre juridiquement les musulman-es victimes de discrimination, ont manifesté

l'acharnement d'un Etat décidé à retirer aux musulman-es les moyens de l'égalité juridique. S'en sont suivies une commission d'enquête parlementaire visant les partis politiques institutionnels qui ont affirmé lutter contre l'islamophobie, de juin à décembre 2025, puis l'adoption en janvier d'une résolution inscrivant la « mouvance des frères musulmans », étiquette floue et conspiratoire, parmi les organisations terroristes en Europe.

Les élections municipales sont aussi le théâtre de surenchères islamophobes. En tête du peloton, le maire actuel de Châlon-sur-Saône affirme faire la « chasse aux islamistes » en meeting et fait passer un arrêté qui interdit aux femmes musulmanes visibles d'assister aux conseils municipaux. Parmi les mesures d'exception, le gel des avoirs des entrepreneurEs et influenceurEs musulmanEs, et l'acharnement contre les représentants des mosquées et les imams : après Hassan Iquioussen, Mahjoub Mahjoubi et Abdourhamane Ridouane, l'Etat s'acharne contre Ismaël Boudjekada, l'imam de la mosquée des Bleuets à Marseille.

## AU QUOTIDIEN, LUTTER POUR LE TRAVAIL EN COMMUN

**L'**islamophobie structurelle tue ponctuellement mais elle crée un « autre » – altérise, stigmatise et précarise quotidiennement. En empêchant les musulmanes visibles d'avoir un travail, notamment dans le service public, l'État renforce une « armée de réserve du capital » de travailleur-es précarisé-es et

assigné-es au chômage. Fréquemment exclues du travail, les femmes musulmanes qui portent le *hijab* sont mécaniquement cantonnées aux espaces domestiques ou, pour une minorité d'entre elles, dirigées vers quelques filières professionnelles qui les « acceptent », ce qui réduit d'autant leurs perspectives d'épanouissement et de réalisation au travail. Les récentes persécutions au travail révèlent l'ampleur de l'islamophobie structurelle : de la criminalisation des bouteilles d'eau destinées à l'hygiène intime ou de l'accomplissement de prières sur les temps de pause dans les transports, à la chasse aux calots à l'APHP et aux changements de règlements dans les cabinets de conseil, l'instabilité et la précarité est la règle pour les musulmanEs.

En faisant de l'embauche des musulman-es visibles une faveur, le capital se choisit des travailleurs-ses plus corvéables que les autres et organise la sur-exploitation d'hommes musulmans dont les rémunérations ne sont pas corrélées à leurs compétences alors que leur emploi constitue souvent la seule ressource de leur foyer. Le capital contraint aussi l'ensemble des musulman-es à chercher un refuge dans les emplois les plus dérégulés qui sont aussi les moins soumis aux règlements islamophobes, pousse les plus diplômés à l'émigration et les moins diplômés vers l'économie informelle.

Sortir de la surexploitation et de la précarisation des musulman-es exige une rupture radicale avec le capitalisme et les solutions individuelles qu'il prescrit :

la seule stratégie cohérente pour les musulman·es et au-delà, c'est d'organiser la sortie de l'exploitation et la rupture généralisée avec le capitalisme – dans la construction d'un rapport de force unitaire et révolutionnaire !

## L'ISLAMOPHOBIE, C'EST LA GANGRÈNE : ON L'ÉLIMINE OU ON EN CRÈVE !

L'assassinat d'Aboubakar Cissé en avril 2025 l'a mis en évidence : c'est jusque dans leurs lieux de culte que l'islamophobie rattrape et menace les musulman·es. Leurs vies sont en danger : il ne s'agit pas seulement d'empêcher la pratique d'une religion, mais bien d'éliminer physiquement en raison de la croyance religieuse.

Le basculement fasciste a déjà commencé : à nous de construire la résistance ! La dignité des musulman·es, dont les pratiques ne faiblissent pas malgré la pression raciste, les honore et nous oblige : faisons front, ensemble. Organisant des personnes musulmanes et non-musulmanes, le NPA-A est acteur de la

constitution de cadres locaux, de réunions de sensibilisation, de cadres unitaires contre l'islamophobie et des cadres intersectionnels qui l'intègrent dans ses mots d'ordres : les musulman·es ne seront pas seul·es face au racisme d'État !

Partout, soutenons les musulman·es : solidaires quand elles et ils sont ciblées par des mesures d'exception et, par la force du collectif, à l'offensive pour faire plier les zéloteurs des lois et mesures islamophobes. Sans se cacher, partout, ensemble, construisons la solidarité. Désobéissons à toutes les réglementations entendent empêcher les musulman·es d'exister en toute dignité !



## NOUS REVENDIQUONS :

- Abrogation de toutes les lois islamophobes depuis 2004
- La fin du traitement d'exception du culte musulman et toutes les tentatives étatiques pour l'organiser
- Abrogation de toutes les lois sécuritaires votées au prétexte de la lutte contre le terrorisme qui ont pour effet de criminaliser les musulman·es
- Abrogations de toutes les mesures au travail qui ont pour effet de stigmatiser les musulman·es et leur empêcher d'avoir accès au travail
- Construction d'un mouvement unitaire de lutte contre l'islamophobie